



DIRECTION GENERALE DU COMMERCE  
DDRC/DDC/RD

## Rapport sur les résultats de l'enquête de prorogation de la mesure de sauvegarde sur les importations de tôles laminées à froid et tôles plaquées ou revêtues

[Version Publique]

مقر المديرية العامة للتجارة  
قطعة 14، مركز الأعمال، الجناح الشمالي، شارع الرياض حي الرياض. ص.ب 610، الرباط شالة، المغرب  
الهاتف : +212 5 37 70 62 49 الفاكس : +212 5 37 73 51 43  
**Siège de la Direction Générale du Commerce**  
Parcelle 14, Business center, aile nord Bd Erriyad, Hay Riad B.P 610, Rabat Chellah, Maroc  
Tél : +212 5 37 70 62 49 Fax : +212 5 37 73 51 43

[www.mcinet.gov.ma](http://www.mcinet.gov.ma)

## 1. Introduction

1. Le 18 juin 2018, le Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie Numérique (ci-après « le Ministère ») a été saisi d'une requête de prorogation de la mesure de sauvegarde sur les importations de tôles laminées à froid et tôles plaquées ou revêtues, déposée par l'entreprise MAGHREB STEEL (ci-après « le requérant » ou « la branche de production nationale (BPN) »).

2. Dans sa requête, le requérant a fait valoir que le dommage causé par les importations des produits concernés n'est pas encore réparé et que malgré les efforts et les mesures d'ajustement entrepris par la BPN, la durée de validité de la mesure de sauvegarde initiale n'a pas été suffisante pour remonter la pente et surmonter la situation de dommage grave subie. De ce fait, le requérant a sollicité la prorogation de la mesure de sauvegarde appliquée sur les importations de tôles laminées à froid et tôles plaquées ou revêtues.

3. Aussi, le requérant évoque que la situation critique de l'industrie sidérurgique a fait que les producteurs européens ont maintenu un niveau d'exportations élevé de leurs produits vers le Maroc et ce, malgré l'instauration de la mesure de sauvegarde.

4. La requête a insisté sur les facteurs de risque de dommage grave qui persiste toujours et nuisent gravement à l'activité de la BPN. En effet, il est défendu que, dans un contexte d'accroissement de la surcapacité mondiale et d'une multiplication du nombre des pays qui recourt aux mesures de défense commerciale, le Maroc devient un marché cible où les producteurs exportateurs pourront y détourner facilement leurs produits. Ainsi, les importations de tôles d'acier laminées à froid et tôles plaquées ou revêtus, en absence de mesure de sauvegarde à partir du 1er janvier 2019, augmenteront certainement.

5. A cet égard, le requérant affirme avec certitude que la BPN n'est pas encore en mesure d'affronter un tel déversement de produits concurrents sur son marché domestique et doit donc continuer de bénéficier des effets de la mesure de sauvegarde à l'instar les autres pays qui protègent leur industrie nationale de sidérurgie.

## 2. Rappel sur la mesure Initiale

6. La mesure de sauvegarde initiale a été appliquée par le Ministère à compter du 29 Aout 2015 jusqu'au 31 décembre 2018 sous forme de droit additionnel *ad valorem* de 22% applicable, au-delà d'un contingent de 36000 tonnes de tôles laminées à froid et des tôles plaquées ou revêtues. Le droit additionnel a été libéralisé proportionnellement conformément au calendrier suivant :

Années	Droit additionnel ad valorem
A compter de la date d'entrée en vigueur 29 aout2015 jusqu'au 31 décembre 2015	22%
Du 1 <sup>er</sup> janvier 2016 -31 décembre 2016	20%
Du 1 <sup>er</sup> janvier 2017 -31 décembre 2017	18%
Du 1 <sup>er</sup> janvier 2017 -31 décembre 2018	16%
A compter du1er janvier 2019	0%

7. La mesure de sauvegarde finale est appliquée par l'arrêté conjoint du ministre, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique et du ministre de l'économie et des finances n°2860-15 du 17 Aout 2015<sup>1</sup>. Ledit arrêté a été modifié par l'arrêté conjoint du ministre de l'industrie, du commerce,

<sup>1</sup> Arrêté publié au B.O (version arabe) n°6390bis du 28 aout 2015.

de l'investissement et de l'économie numérique, du ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, du commerce de l'investissement et de l'économie numérique chargé du commerce extérieur et du ministre de l'économie et des finances n°2677-16 du 01 septembre 2016<sup>2</sup> afin d'exclure de son champs d'application certaines tôles dont leur intégration dans la présente affaire n'est pas pertinente.

### **3. La Procédure**

8. Conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi 15-09, le Ministère a initié, le 31 juillet 2018, par un avis public<sup>3</sup> (ci-après dénommé « avis d'ouverture »), une enquête de prorogation de la mesure de sauvegarde sur les importations des tôles laminées à froid et des tôles plaquées ou revêtues, et ce après avis de la Commission de Surveillance des Importations réunie le 05 juillet 2018.

9. Ledit avis d'ouverture a été publié sur le site web du Ministère ([www.mcinet.gov.ma](http://www.mcinet.gov.ma)) ainsi que dans deux journaux locaux<sup>4</sup>, conformément à l'article 57 de la loi 15-09.

10. En vertu des prescriptions de l'article 27 de l'Accord d'Association entre le Maroc et l'Union Européenne, l'avis d'ouverture de l'enquête a été notifié à la Délégation de la Commission Européenne à Rabat. De même, ledit avis a été transmis aux ambassades à rabat des pays exportateurs vers le Maroc connus du produit concerné et conformément à l'article 12.a de l'Accord sur les sauvegardes, l'ouverture de l'enquête a été notifiée au Comité des Sauvegardes de l'OMC.

11. Ainsi, par l'avis d'ouverture, le Ministère a donné aux parties intéressées par ladite enquête la possibilité de se faire connaître et de transmettre leurs points de vue par écrit et de demander à participer à l'enquête dans les délais prévus par l'avis.

12. Afin de collecter les renseignements nécessaires à l'enquête, le Ministère a adressé aux différentes parties intéressées (producteur national, exportateurs connus du produit concerné, importateurs et représentations diplomatiques des pays exportateurs connus) les questionnaires d'enquête, conformément aux dispositions de l'article 60 de la loi 15-09 en leur ménageant des délais suffisants pour transmettre leur réponse.

13. Aussi, le Ministère, dans la limite du possible, a répondu favorablement à toutes les demandes de prorogation du délai de réponse au questionnaire émanant des parties intéressées.

14. Suite, à l'ouverture de l'enquête, le Ministère a reçu les commentaires de différentes parties intéressées, à savoir : la Commission européenne, le Gouvernement espagnol, le Gouvernement égyptien, le Gouvernement turc, et le Gouvernement émirati.

#### **3.1. La Branche de production nationale (BPN)**

15. Dans la présente enquête, la BPN est constituée par l'entreprise MAGHREB STEEL, unique producteur national de tôles d'acier laminées à froid et tôles plaquées ou revêtues au Maroc et qui par conséquence réalise 100% de la production nationale de ces produits.

16. Le Ministère a retenu les données collectées auprès de Maghreb Steel afin de déterminer si la mesure en vigueur continue à être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave.

---

<sup>2</sup> Arrêté publié au BO n°6501 du 19 septembre 2016.

<sup>3</sup> Il s'agit de l'avis public n° 8/18 relatif à l'ouverture d'une enquête de réexamen pour la prorogation de la mesure de sauvegarde sur les importations des tôles laminées à froid et tôles plaquées ou revêtues.

<sup>4</sup> Publication aux quotidiens « Le Matin » édition n°16522 du 31/07/2018 et « Les ECO » édition n°2172 du 31/07/2018.

### 3.2. Les exportateurs

17. Aucun des 21 exportateurs recensés par la requête et auxquels le Ministère a adressé le questionnaire d'enquête n'a transmis sa réponse.

18. Par contre, le Ministère a reçu la réponse de l'exportateur émirati Al GHOURAIR IRON & STEEL LLC qui s'est fait connaître auprès du Ministère en tant que partie intéressée et a demandé à participer à l'enquête et répondre au questionnaire.

### 3.3. Les importateurs

19. Sur les 14 importateurs de tôles d'acier laminées à froid et tôles plaquées ou revêtues recensés par la requête et auxquels le Ministère a adressé le questionnaire d'enquête, 7 ont transmis leur réponse. Il s'agit de : Comaprom, Sofafer, Maroc fer, SMM Socodam Davum, Tube et profil, Somachame et Distrifer.

20. De même, 08 autres importateurs se sont fait connaître auprès du Ministère en tant que parties intéressées et ont demandé à participer à l'enquête et répondre au questionnaire. Il s'agit de Longo Metal, Famasser, Khouchar, Imofer, Foure Lagadec Maroc, Tolimar, Industube et MPI Kenitra.

3.4. Produits fabriqués localement similaires ou directement concurrents aux produits considérés

21. Les produits concernés dans la présente enquête sont les tôles en bobine enroulée ou coupée, laminées à froid non plaquées ni revêtues, et tôles laminées plaquées ou revêtues. L'ensemble de ces produits appartiennent à la famille des produits plats de sidérurgie.

22. Ces produits sont importés sous les positions douanières du système harmonisé (SH) suivantes :

- Tôles laminées à froid : 7209 (à l'exception des : 7209.16.00.20 ; 7209.17.00.20 ; 7209.18.00.20 ; 7209.26.00.20 ; 7209.27.00.20 et 7209.28.00.20), 7211 (à l'exception des : 7211.13 ; 7211.14 et 7211.19 ; 7211.23.00.10 ; 7211.23.00.40 ; 7211.29.00.20 et 7211.29.00.50), 7225.50.10.00 ; 7225.50.90.00 ; et 7226 (à l'exception des : 7226.11.00 et 7226.19.00) ;
- Tôles laminées plaquées ou revêtues : 7210 (à l'exception des : 7210.11 ; 7210.12 ; 7210.30.00 ; 7210.50 ; 7210.90.21.00 ; 7210.90.22.00 ; 7210.90.23.00 et 7210.90.29.91), 7212 (à l'exception des : 7212.10 ; 7212.20.00 ; 7212.40.20.00 ; 7212.40.39.10 ; 7212.50.20.00 ; 7212.50.63.00 et 7212.50.64.00), 7225 (à l'exception des : 7225.11.00 ; 7225.19.00 ; 7225.30 ; 7225.40 et 7225.91) et 7226 (à l'exception des : 7226.20.00.11 ; 7226.20.00.21 ; 7226.20.00.51 ; 7226.20.00.52 ; 7226.20.00.59 ; 7226.91.00 et 7226.99.10.00).

23. Les tôles d'acier laminées à froid non plaquées ni revêtues : ce sont des aciers doux non alliés laminés à froid puis recuit en atmosphère contrôlée. Les qualités produites localement sont conformes à la norme EN 10130-2007 et EN 10268 – 2010.

24. Les tôles d'acier laminées à froid revêtues : ce sont des tôles d'acier plat revêtues d'un revêtement de zinc appliqué par un processus de galvanisation d'immersion chaude continue (GAL) qui leur donne une haute résistance à la corrosion et une très bonne formabilité.

25. Les tôles d'acier laminées à froid pré laquées : ces tôles sont soumises à un revêtement à chaud d'une couche de zinc, une préparation de surface, un dépôt de matières organiques liquides et une cuisson par

passage dans un four. Ces tôles fabriquées localement sont conformes aux exigences de la norme EN 10169.

26. Les principaux domaines d'application de ces tôles d'acier sont : l'industrie automobile, l'électroménager, le mobilier métallique, équipement routier, la fabrication d'appareils de chauffage et de ventilation, profilés et éléments de structure...

27. Selon les données recueillies au cours de l'enquête, les procédés de fabrication des tôles d'acier laminées à froid locales est soumise à des normes et standards internationaux. De même que les sites de production du producteur national sont certifiés conformément aux exigences internationales (NM ISO 9001-2015, NM ISO 14001-2015 et NM 00.5.8012015) et européennes (EN 10130, EN 10346, EN10169), ISO TS 16949 (Automobile). Aussi, les outils technologiques utilisés sont achetés auprès des pays européens (Allemagne, France, Belgique) et du Japon.

28. En somme, les données de l'enquête permettent de constater que les tôles d'acier laminées à froid fabriquées localement présentent les mêmes caractéristiques physiques, techniques et chimiques (i.e. masse linéique, élasticité, épaisseur de revêtement, etc.) que les produits importés.

29. Au vu de ce qui précède, le Ministère estime que les tôles d'acier laminées à froid fabriquées localement et ceux importées sont similaires et par conséquent directement concurrents au sens de l'article 52 de la loi 15-09 et l'article 2 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes.

#### **4. Examen de la nécessité de l'existence de la mesure de sauvegarde pour réparer ou prévenir un dommage grave**

30. Conformément à l'article 69.1 de la loi 15-09, une mesure de sauvegarde peut être prorogée lorsque l'administration compétente détermine, que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour réparer ou prévenir un dommage grave.

31. En vertu de cet article, le Ministère a procédé à l'examen de l'évolution des importations incriminées ainsi que le dommage grave subi par la BPN en corrélation avec l'existence desdites importations en vue de déterminer si la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour réparer un dommage grave.

32. Ensuite, le Ministère a analysé le pronostic du développement imprévu et des changements de circonstances possibles dans l'environnement de la BPN afin de conclure si la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir un dommage grave.

4.1. Détermination si la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour réparer un dommage grave

4.1.1. Evolution des importations

a. Evolution en terme absolu

33. En se référant aux statistiques d'importations fournies par l'Office des changes, les importations de tôles d'acier laminées à froid objet de l'enquête ont suivi une variation oscillante entre 2014 et 2017 où elles ont d'abord baissé de 14% entre 2014 et 2015 pour augmenter de 11,7% l'année suivante puis se contracter à nouveau de 44% en 2017.

34. Cependant, en comparant leur comportement entre le premier trimestre de 2017 et celui de 2018, les importations des produits concernés ont augmenté d'une manière spectaculaire de l'ordre de 88, %.

35. A cet égard, il convient de noter que du fait que la présente enquête porte sur la prorogation d'une mesure déjà existante et où la problématique est de répondre si cette mesure de sauvegarde demeure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage<sup>5</sup>, une telle variation des importations affirme cette nécessité et consolide la décision d'une prorogation de la mesure en vigueur.

36. En réponse aux commentaires adressés au Ministère par certaines parties intéressées qui ont évoqué que la mesure de sauvegarde ne devrait pas être prorogée du moment que les importations considérées ont baissé entre 2014 et 2017, il convient de signaler que cet argument n'est pas valable dans tous les cas. En effet, que les importations aient reculé durant la période de mise en application de la mesure de sauvegarde, cela ne signifie pas que celle-ci n'est plus nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave. Par contre, cela démontre que la mesure en vigueur a eu de l'effet et a été efficace.

37. Par ailleurs, le commentaire émis par le gouvernement espagnol sur les valeurs des statistiques d'importation utilisées par le Ministère, dans le cadre de l'enquête initiale et la présente enquête de prorogation, fait valoir que ces statistiques présentent des incohérences. En réponse à cela, le Ministère précise que les statistiques d'importation sont authentiques et que les différences relevées découlent uniquement des exclusions de positions tarifaires faites à différentes étapes de l'enquête initiale.

*Tableau n° 1 : Evolution des importations de tôles d'acier laminées à froid (en tonnes)*

	2014	2015	2016	2017	janv-avril 2017	janv-avril 2018
<b>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</b>	23 897	23 241	15 909	11 380	2 856	4 976
<b>Tôles d'acier plat revêtu</b>	28 096	19 937	34 834	18 634	7 417	13 647
<b>Tôles d'acier plat plaqué</b>	9 324	9 499	8 103	2 367	295	1 295
<b>Total</b>	61 317	52 676	58 846	32 380	10 569	19 918

Source: Office des Changes et données de Maghreb Steel

b. Evolution en terme relatif par rapport à la production nationale

38. Selon les données collectées au cours de l'enquête, il est constaté que durant la période d'application de la mesure de sauvegarde 2015 -2017, l'évolution des importations des produits considérés par rapport à la production a diminué d'année en année en partant de 60% en 2014 à 17% en 2017.

39. Cependant, en comparant le volume des importations par rapport à la production nationale durant le premier trimestre 2017 et celui de 2018, le rapport fait apparaître une nette augmentation de l'ordre de 10% où il est passé de 22% à 32%.

<sup>5</sup> Sykes, A., 'The WTO Agreement on Safeguards: A Commentary' (Oxford University Press, Oxford, 2013), pp 237-238: "[A] member desiring to employ safeguard measures beyond the initial four year window must conduct another investigation pursuant to the procedural requirements of Articles 2-5 (most importantly the notice and publication requirements). *The substantive inquiry in such an investigation is, of course, somewhat different from that of the original investigation. Rather than asking whether increased import quantities have caused or threatened to cause serious injury, the focus will be on whether the safeguard measure continues to be necessary to prevent or remedy injury*".

40. Force est de constater que cette variation a des effets négatifs sur l'activité de la branche de production nationale et perturbe son redressement en raison de la concurrence exercée par lesdites importations.

*Tableau n°2 : Evolution des importations de tôles d'acier laminées à froid par rapport à la production nationale.*

en indice (2014=100)		2014	2015	2016	2017	janv-avril 2017	janv-avril 2018
<b>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</b>	Importations (T)	25 984	25 519	20 705	13 055	2 856	4 976
	Production nationale (T)	100	91	169	199	39	41
	Importations / Production nationale (%)	<b>100</b>	<b>107</b>	<b>39</b>	<b>24</b>	<b>31</b>	<b>51</b>
<b>Tôles d'acier plat revêtu</b>	Importations (T)	39 975	22 292	37 039	21 192	7 417	13 647
	Production nationale (T)	100	135	198	214	47	74
	Importations / Production nationale (%)	<b>100</b>	<b>53</b>	<b>63</b>	<b>31</b>	<b>56</b>	<b>66</b>
<b>Tôles d'acier plat plaqué</b>	Importations (T)	9 846	9 636	8 430	2 426	295	1 295
	Production nationale (T)	100	107	167	155	51	58
	Importations / Production nationale (%)	<b>100</b>	<b>95</b>	<b>52</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>24</b>
<b>Total</b>	Importations (T)	75 805	57 447	66 174	36 673	10 569	19 918
	Production nationale (T)	100	115	179	184	48	61
	Importations / Production nationale (%)	<b>100</b>	<b>75</b>	<b>54</b>	<b>29</b>	<b>36</b>	<b>53</b>

Source: Office des Changes et données de Maghreb Steel

#### 4.1.2. Dommage grave causé à la Branche de production nationale

41. L'article 53 de la loi 15-09 stipule que : « Pour déterminer si un accroissement massif des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale, l'Administration compétente évalue tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de ladite branche, notamment :

- Le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs par rapport à la production nationale du produit similaire ou directement concurrent ;
- La part de marché intérieur absorbée par les importations accrues ; et
- Les variations du niveau des ventes, de la production, de la productivité, de l'utilisation de la capacité de production, des profits et pertes, et du niveau de l'emploi. »

42. Selon les données de MS, la synthèse de ses indicateurs économiques se présente comme suit :

*Tableau n°3 : Principaux indicateurs du dommage grave subi par la BPN*

		2014	2015	2016	2017	janv-avril 2017	janv-avril 2018
<b>Importations (T)</b>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	25 984	25 519	20 705	13 055	2 856	4 976
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	39 975	22 292	37 039	21 192	7 417	13 647
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	9 846	9 636	8 430	2 426	295	1 295
<b>Production</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	64	58	107	127	127	127
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	53	71	104	112	112	112
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	68	73	114	105	105	105
<b>importations / Production</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	100	107	39	24	31	51
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	100	53	63	31	56	66
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	100	24	13	4	2	6
<b>Ventes locales (volume)</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	100	90	112	168	33	29
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	100	133	170	181	37	58
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	100	134	168	192	41	77
<b>Consommation Nationale (T)</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	100	95	82	90	19	24
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	100	104	148	127	32	54
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	100	120	133	122	25	50
<b>part de marché de la BPN</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	100	95	136	187	170	122
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	100	128	115	142	115	108
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	100	111	126	158	164	153
<b>Part de marché des importations (%)</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	100	103	81	53	62	88
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	100	68	84	52	83	91
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	100	85	65	21	13	28
<b>Prix de vente local (dhs/T)</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	100	96	88	101	93	120
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	100	98	91	104	99	120
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	100	96	94	103	97	119
<b>Profit (dhs/T)</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	100	351	709	529	566	916
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	100	215	316	254	260	335
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	100	195	363	271	246	386
<b>Stocks (T)</b> <i>(indice 2014=100)</i>	<i>Tôles d'acier plat, laminé à froid non plaqué ni revêtu</i>	100	231	348	235	257	186
	<i>Tôles d'acier plat revêtu</i>	100	124	247	87	116	150
	<i>Tôles d'acier plat plaqué</i>	100	73	141	95	100	80
<b>Capacité de production (T)</b> <i>(indice 2014=100)</i>		100	100	100	100	100	100
<b>Taux d'utilisation de la capacité de production</b> <i>(indice 2014=100)</i>		100	115	179	184	143	182
<b>Emploi (personne)</b> <i>(indice 2014=100)</i>		100	100	86	88	86	88
<b>productivité (T/employé)</b> <i>(indice 2014=100)</i>		100	114	209	209	56	69
<b>Investissements (dhs)</b> <i>(indice 2014=100)</i>		100	31	32	35	32	111
<b>Profit net (dhs)</b> <i>(indice 2014=-100)</i>		-100	-76	-18	-18	-3	-9

Source: Office des Changes et données de Maghreb Steel

### **Production :**

43. La production de la BPN a été en augmentation entre 2014 et 2017. Seulement, il importe de nuancer que les niveaux des augmentations d'année en année ne sont pas tous égaux. Si les variations annuelles entre 2014 et 2016 ont été de l'ordre de 15% puis 56%, entre 2016 et 2017, la production n'a progressé que de 3%, soit une quasi-stagnation.

44. En comparant le volume produit durant le premier trimestre de 2017 et celui de 2018, les chiffres font ressortir une augmentation de 27%. Cependant, il est à noter qu'entre ces deux trimestres les importations ont progressé de 88%.



### **Ventes :**

45. Les ventes locales de la branche de production nationale ont progressé d'année en année entre 2014 et 2017 et ce, principalement grâce à l'existence de la mesure de sauvegarde qui a modéré l'entrée des importations sur le marché marocain.

46. Les volumes vendus durant le premier trimestre 2018 dépassent ceux vendus durant la même période en 2017 de 51%. Certes, il s'agit d'une amélioration non négligeable, cependant, il est à noter qu'en parallèle à cette variation des ventes locales, les importations ont augmenté de 88% et leur part de marché a notablement pris de l'importance à un moment où la consommation nationale a progressé de 63%.

### **Part de marché :**

47. En effet, la part de marché des importations sur le marché marocain a dû reculer entre 2014 et 2015 suite à la mise en application de la mesure de sauvegarde de sorte qu'arrivé en 2017, la BPN dominait plus de la moitié du marché locale. Cependant, cet état des lieux n'est plus valable, durant le premier trimestre de 2018, la part de marché des importations a sensiblement augmenté comparativement au premier trimestre de 2017.

### **Prix :**

48. En ce qui concerne les prix de ventes pratiqués par la branche de production nationale, entre 2014 et 2016, ces derniers étaient en baisse avant de se redresser légèrement en 2017.

### **Marge d'exploitation :**

49. Entre 2014 et 2016, la marge d'exploitation unitaire réalisée par la BPN sur ses ventes locales a augmenté. Cependant, entre 2016 et 2017 cette marge s'est contractée malgré une hausse des prix de ventes locales et ce, en raison de l'augmentation des coûts de production auxquels doit faire face la BPN. La pression exercée par les importations a empêché une augmentation de prix suffisante pour répercuter l'augmentation des intrants et maintenir le même niveau de marge d'exploitation.

### **Stocks :**

50. Par ailleurs, la branche de production nationale se voit confrontée à un niveau de stock assez élevé qui amplifie certainement son besoin en fond de roulement d'autant plus que ses délais de rotation de stocks sont importants. Aussi, le niveau des stocks est jugé important par rapport au niveau des volumes produits annuellement tel que laisse apparaître les chiffres du tableau n°3 ci-dessus.

### **Taux d'utilisation des capacités :**

51. Le taux d'utilisation des capacités de production est en amélioration depuis 2015 et ce, du fait que la mesure de sauvegarde a permis à la BPN de mieux vendre sur son marché local et donc de produire plus pour satisfaire la demande existante.

### **Emploi :**

52. Durant les années observées, 2014-2017, l'effectif employé par la BPN n'a pas beaucoup varié. Mais reste à retenir la diminution de l'ordre de 14% qui s'est produite entre 2015 et 2016.

### **Investissement :**

53. Entre 2014 et 2017, la BPN a maintenu à un niveau assez élevé ses investissements qui sont en grande partie destinés à la maintenance de l'outil industriel existant et de la capacité de production.

### **Productivité :**

54. La productivité de la BPN a nettement progressé entre 2014 et 2017, où elle a enregistré une croissance de 109%.

55. Par ailleurs, il convient à ce niveau de revenir sur les commentaires reçus par le Ministère sur la notion de dommage grave de la BPN. Certaines parties intéressées ont fait valoir que la situation de la BPN s'est nettement améliorée et donc il est difficile de parler de dommage grave subi, compte tenu de l'amélioration de certains indicateurs cités dans le rapport d'ouverture de la présente enquête.

56. Or, de l'avis du Ministère, même si certains indicateurs ont positivement évolué grâce à l'application de la mesure de sauvegarde, ceci ne remet pas en cause le fait que cette mesure continue d'être nécessaire pour réparer et prévenir un dommage grave.

57. Dans le même sens, la Commission européenne (DG Commerce) a fait référence aux chiffres de la rentabilité de la BPN en les qualifiant de « spectaculaires ». Certes, la rentabilité (ou marge d'exploitation) a augmenté durant les années observées. Cependant, ces marges n'ont pas encore atteint un niveau suffisant de maturité et restent sensibles à tout nouveau paramètre qui risque de déstabiliser la rentabilité de ses produits, notamment la levée de la mesure de sauvegarde dans un environnement international marqué par la surcapacité et les tendances protectionnistes réduisant d'une manière notable les débouchés pour les exportateurs.

58. De même, il est important de confronter l'augmentation de cette rentabilité aux niveaux alarmants du profit net de la BPN, pour déduire qu'il s'agit d'une activité encore fragile et non rentable. De surcroît, le profit net est et reparti en déclin durant le premier trimestre de 2018, comparativement à la même période en 2017.

59. En outre, les commentaires des parties intéressées<sup>6</sup> ont évoqué que certains indicateurs clés sont en amélioration ce qui ne signifie pas une situation de dommage de la BPN. En réponse à cela, il convient de noter que malgré les redressements que la BPN peine à réaliser notamment en ce qui concerne la production, les ventes et les prix de ventes, cette dernière n'arrive pas à atteindre les niveaux de 2011 ou 2013.

60. Compte tenu de ce qui précède, le Ministère, ayant examiné les données dans leur globalité, estime que la situation de la BPN reste fragile et risque de se détériorer notablement surtout avec l'augmentation des importations durant le début de l'année 2018 qui marque une reprise des importations.

61. Aussi, il s'avère clair que l'amélioration de la situation de la BPN durant les années observées est essentiellement la conséquence directe de l'application de la mesure de sauvegarde qui a modérée le niveau des importations.

62. Par ailleurs, l'examen du premier trimestre de 2018 laisse apparaître une situation fragile de la BPN, un ralentissement (sinon déclin) dans son progrès et un risque de fléchissement réel.

---

<sup>6</sup> Il s'agit de la Commission européenne, la Turquie, l'Espagne, les Emirats arabes unis et l'Egypte.

4.2. Détermination si la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir un dommage grave

63. En vue de statuer sur la nécessité de la prorogation de la mesure de sauvegarde pour prévenir un dommage grave, le Ministère a jugé nécessaire d'examiner la probabilité de la continuation de l'augmentation des importations des produits considérés au cours des années à venir et ce, en tenant compte des facteurs conjoncturels tel que :

- L'accroissement de la surcapacité mondiale ;
- La menace des exportations chinoises ;
- La protection accrue des marchés nationaux.

4.2.1. L'accroissement de la surcapacité mondiale

64. Les données collectées par le Ministère, dans le cadre de la présente enquête, convergent vers un constat d'augmentation de la capacité de production mondiale d'acier qui dépasse largement les niveaux de la consommation mondiale.

65. A cet égard, le rapport du Global Forum on Steel Excess Capacity (GFSEC) de l'OCDE affirme que : « *Dans le même temps, les capacités de production dépassent de manière significative la consommation mondiale, avec des fermetures dans certaines économies étant partiellement compensées par des extensions de capacité continues. Dans ce contexte de marché, la surcapacité de l'industrie sidérurgique mondiale a augmenté ces dernières années. En 2016, on estime que l'excédent mondial de la capacité de production d'acier a atteint environ 737 millions de tonnes métriques, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré dans l'histoire de l'industrie de la sidérurgie. Si les extensions de capacité jusqu'en 2020 annoncées se réalisent, l'excédent va encore augmenter en exacerbant le déséquilibre.* »

66. Aussi, ledit rapport fait référence au déséquilibre actuel entre l'offre et la demande qui est devenu un défi mondial entraînant l'effondrement de l'avenir des industries sidérurgiques dans toutes les régions du monde.

67. Le même rapport constate que même si entre 2014 et 2016 les chiffres indiquent une très légère atténuation de la situation de surcapacité mondiale, cela reste insuffisant pour réduire de manière significative « *le déséquilibre structurel et éviter des problèmes à l'avenir* ».

68. En terme de chiffres, ledit rapport cite que la capacité totale de fabrication d'acier brut des 33 membres<sup>7</sup> est passée à 2031,4 millions de tonnes métriques en 2016, en enregistrant ainsi une baisse de 2,1% par rapport à 2014. Cependant, il est constaté que malgré cette baisse, la capacité des pays membres reste toujours considérablement en hausse par rapport au niveau existant en 2010 (selon les chiffres de l'OCDE), en dépassant de loin la hausse de la demande mondiale d'acier au cours de cette période.

69. A ce niveau, il convient de citer les commentaires reçus de la part de la Turquie et de l'Egypte faisant valoir que la surcapacité dans le secteur de l'acier n'est pas nouvelle et ne saurait donc justifier l'ouverture d'une enquête de sauvegarde en 2018. Les deux parties évoquent des affaires, tels que « Argentine – Chaussures » et « Corée – Dairy », selon lesquelles l'augmentation des importations doit être « inattendue ».

70. Or, ces deux affaires impliquaient l'adoption de *nouvelles* mesures de sauvegarde. Par contre, la présente enquête, porte sur la *prorogation* d'une mesure *existante*. Rappelons, l'enquête de fond menée dans le cadre

---

<sup>7</sup> Il s'agit des 33 membres du « Global Forum on Steel Excess Capacity de l'OCDE »

d'une requête de prorogation est différente de celle de l'enquête initiale : plutôt que se demander si l'augmentation des quantités importées a causé ou menacé de causer un dommage grave dans le cadre d'une enquête pour la prorogation d'une mesure de sauvegarde, l'accent est mis sur la question de savoir si la mesure de sauvegarde demeure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage.

71. Dans cette optique, il est absolument clair que, compte tenu de l'accroissement de la surcapacité mondiale, la levée de la mesure de sauvegarde se traduira vraisemblablement par une reprise des importations qui causera un dommage grave à la BPN. Par conséquent, le Ministère estime que les précédentes coréennes et argentine citées ne sont pas pertinentes aux fins de la présente enquête.

#### 4.2.2. La menace des exportations chinoises

70. Tel que cité dans le rapport d'ouverture de la présente enquête, l'industrie sidérurgique chinoise est de loin la plus grande du monde avec une production de 808 millions de tonnes réalisées en 2016.

71. Selon les chiffres dont dispose le Ministère, la Chine a augmenté sa capacité de production d'acier brut de 42,1 millions de tonnes métriques entre 2014 et 2016<sup>8</sup>.

72. Il est important de rappeler que le niveau de production d'acier brut de la Chine devrait rester supérieur à 1 milliard de tonnes d'ici 2020 avec un taux d'utilisation des capacités de production de 78%.<sup>9</sup>

73. Les données examinées au cours de cette enquête indiquent que la surcapacité de production chinoise d'acier se chiffre entre 300 et 400 millions de tonnes. Cependant, cette surcapacité couplée à des prix intérieurs insoutenables a permis aux exportations chinoises de se vendre à perte en ayant ainsi un impact négatif sur l'industrie sidérurgique mondiale<sup>10</sup>.

74. De même, le Ministère retient, avec intérêt, le fait que la majorité des exportations chinoises va vers le continent asiatique, dont plusieurs pays, notamment l'Inde, le Pakistan, la Malaisie et le Vietnam ont protégé leurs marchés des importations chinoises. Ceci rend très probable que ces exportations chinoises soient détournées vers des marchés traditionnellement livrés par les producteurs européens ou turcs aggravant ainsi de manière indirecte la pression concurrentielle au Maroc.

75. Par conséquent, sur la base des données collectées au cours de cette enquête, le Ministère confirme les constats avancés dans le rapport d'ouverture de cette enquête concernant la menace des exportations chinoises et estime qu'il est fondé de considérer les exportations chinoises comme un facteur de risque d'augmentation des importations marocaines en produits considérés menaçant ainsi l'activité de l'industrie nationale.

#### 4.2.3. Protection accrue des marchés nationaux

76. Le secteur de l'acier est devenu, en raison de sa situation délicate, l'un des secteurs les plus protégés au monde où un grand nombre de pays ont protégé leurs marchés en appliquant des mesures de défense commerciale ou d'autres mesures restrictives.

---

<sup>8</sup> Cf. le rapport du Global Forum on Steel Excess Capacity de l'OCDE.

<sup>9</sup> Cf. le rapport du Global Forum on Steel Excess Capacity de l'OCDE.

<sup>10</sup> Cf. le rapport du Global Forum on Steel Excess Capacity de l'OCDE.

77. A titre illustratif, selon les données de l'OMC<sup>11</sup>, depuis 2012, plus de 300 mesures de protection ont été appliquées dans le secteur de l'acier.

78. Pour rappel, il convient de citer les mesures prises par certains pays, évoquées dans le rapport d'ouverture :

- En mars 2018, les Etats Unies ont décidé d'imposer des taxes de 25% sur les importations d'acier ;
- Le 26 mars 2018, l'Union européenne a initié une enquête de sauvegarde en vue de déterminer si les droits de douane américains entraînaient une hausse des importations d'acier en Europe ;
- 23 mesures de défense commerciale de l'UE sont en cours dans le domaine des produits sidérurgiques ;
- Le Pakistan a mis en place des mesures antidumping contre la Chine et l'Ukraine sur les produits d'acier ;
- En 2017 l'Afrique du Sud a mis en place des mesures de sauvegarde sur les tôles d'acier laminées à chaud ;
- L'Indonésie prévoit maintenir ses mesures de sauvegardes sur l'acier plat jusqu'en 2019 ;
- L'Arabie saoudite a appliqué une mesure de sauvegarde en 2018 sur les produits laminés plats, en fer ou en acier non alliés ;
- La Turquie a appliqué en 2018 une mesure de sauvegarde provisoire sur les produits en fer et en acier.

79. Au vue de ces éléments, le Ministère estime qu'une telle tendance mondiale de protectionnisme ferait du Maroc une destination privilégiée des exportations européennes et même chinoises s'il choisit de supprimer la mesure de sauvegarde en vigueur.

#### **Conclusion :**

80. Sur la base des travaux de la présente enquête, le Ministère confirme, après examen, les éléments avancés dans le rapport d'ouverture concernant les facteurs de risque et juge, à ce titre, que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir un dommage grave que la BPN risquerait très probablement de subir.

#### **4. Lien de causalité**

81. En confrontant les statistiques d'importation avec les indicateurs de dommage de la BPN, il est possible de déduire que les importations de tôles d'acier laminées à froid sont à l'origine des difficultés et des contreperformances celle-ci.

82. Les importations, malgré l'application de la mesure de sauvegarde, n'ont pas beaucoup reculé et ont continué à détenir une part de marché non négligeable.

83. En examen les autres facteurs qui pourraient être la cause du dommage grave subi par la BPN, le Ministère a abouti aux constats suivants :

- La consommation nationale a été, durant la période observée, en progression et n'a enregistré aucun fléchissement considérable d'une manière qu'il serait possible d'évoquer une contraction causant le dommage grave à la BPN ;

---

<sup>11</sup> <http://i-tip.wto.org/goods/Forms/GraphView.aspx>; <http://i-tip.wto.org/goods/Forms/TableView.aspx?mode=modify>

- MS est l'unique producteur des produits concernés sur le marché local et ne peut donc souffrir d'une concurrence nationale qui lui causerait un dommage grave ;
- La BPN détient des installations et processus de fabrication répondant aux standards internationaux et les produits concernés qu'elle fabrique présentent les mêmes caractéristiques physiques, techniques et chimiques que les produits importés. A ce titre, il est possible d'avancer que la seule concurrence qui existe entre les produits locaux et ceux importés réside au niveau des prix ;
- La BPN est dotée de machines et outils technologiques de référence. La technologie utilisée dans ses usines lui permet de produire des tôles conformes aux normes et standards internationaux. A cet égard, l'évolution technologique n'est pas une cause de dommage de la BPN ;
- Durant la période observée, les exportations de la BPN en tôles laminées à froid, objet de l'enquête, sont en amélioration continue, en partant de 42464 tonnes en 2014 à 83548 tonnes en 2017, soit une variation de 96%. Les résultats à l'exportation ne peuvent donc être retenus comme source de dommage grave de la BPN ;
- Entre 2014 et 2017, la productivité de la BPN s'est nettement améliorée en passant de 179 tonnes/employé à 374 tonnes/employé. Donc, ce facteur ne peut être source de dommage de la BPN.

84. Par ailleurs, le gouvernement espagnol, dans son commentaire adressé au Ministère, a fait valoir qu'entre 2015 et 2016, les profits ont augmenté en même temps que les importations, ce qui signifie qu'il s'agit d'autres causes qui influencent la rentabilité de la BPN et non les importations. Or, ce raisonnement peut être contre argumenté. En effet, lorsque la mesure de sauvegarde a été introduite en 2015, les profits ont naturellement augmenté de manière significative, en ligne avec le début de la reprise de l'industrie. Cette tendance à la hausse s'est poursuivie jusqu'en 2017. Même si les importations ont légèrement augmenté en 2016, cette hausse n'a pas été suffisante pour affecter la trajectoire globale à la hausse des profits. En outre, le fait que les profits augmentaient montre que les actions, entamées dans le cadre du plan d'ajustement, mises en œuvre par la BPN ont été efficaces.

85. De même, les commentaires émis par la Commission européenne, l'Espagne et l'Égypte ont fait valoir qu'en raison du fait que la BPN n'a pas atteint le taux d'utilisation souhaité de 75 %, il n'existe pas nécessairement de lien de causalité avec les niveaux élevés des importations. Or, ce qui est concluant, c'est que le taux d'utilisation, en augmentant de 18 points entre 2015 et 2017, montre que la mesure de sauvegarde en vigueur a fonctionné jusqu'à présent, ce qui signifie que cette variation du taux d'utilisation est en corrélation directe avec la baisse des importations.

86. Au vu de ce qui précède, le Ministère estime qu'il existe un lien de causalité entre les importations des produits concernés et le dommage grave subi par la BPN.

87. Aussi, le Ministère a abouti au fait que le redressement des résultats et performances de la BPN depuis 2015 est lié à l'application de la mesure de sauvegarde en cours qui a modéré la présence des importations sur le marché local.

## **5. Plan d'ajustement adopté par la BPN**

88. Conformément à l'article 69.2 de la loi 15-09, la mesure de sauvegarde est prorogée lorsque qu'il existe des éléments prouvant que la BPN en faveur de laquelle la mesure de sauvegarde a été prise procède à des ajustements visant l'amélioration de sa compétitivité.

89. Après examen des données fournies par la BPN dans le cadre de cette enquête, le Ministère confirme les mesures d'ajustement conjointes et individuelles citées dans le rapport d'ouverture, à savoir :

- Mesures conjointes :

- Le lancement de l'initiative Maroc Construire Acier avec la Fédération des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Electromécaniques en vue de promouvoir le recours à l'acier dans la construction au Maroc ;
- Le lancement de l'initiative Steel Impulse avec l'association des Sidérurgistes du Maroc en vue d'accompagner la filière via la promotion des échanges entre l'ensemble des décideurs publics et privés ;

- Mesures individuelles

- La restructuration en profondeur du système managérial avec la mise en place d'une nouvelle équipe de Direction Générale, la création de fonctions clés et la remise à niveau des processus de gestion et planification ;
- La certification de Maghreb Steel ISO TS 16949 pour répondre aux exigences du secteur automobile ;
- La redynamisation de l'action commerciale grâce à des efforts sur la compétitivité prix, la proactivité commerciale et une amélioration de la disponibilité ;
- Actions agissant sur la maîtrise des opérations industrielles notamment le taux de chute de la galvanisation ;
- Mise en place d'actions en vue d'améliorer la gestion de la sécurité (-90% des accidents de travail) ;
- Mises en place d'actions en vue de baisser significativement les coûts variables de transformation ;
- Mise en place d'actions ayant supprimé la défaillance sur les situations des clients de Maghreb Steel depuis le plan de transformation.

90. Concernant les résultats desdites mesures d'ajustement, il convient de citer que la BPN est parvenue à réaliser plusieurs progrès tel que : l'amélioration de fiabilité et de la capacité des lignes de production, l'amélioration de la qualité des produits, une meilleure maîtrise des coûts de transformation, une meilleure performance des rendements matière.

91. Au vu de ce qui précède et en tenant compte des mesures d'ajustements citées dans le rapport d'ouverture de cette enquête, le Ministère considère la branche de production nationale a procédé à des ajustements pour visant l'amélioration de sa compétitivité.

## **7. Conclusion générale**

92. Au terme de cette enquête et compte tenu des données et analyses susmentionnées, le Ministère considère que :

- La mesure de sauvegarde en cours continue d'être nécessaire pour réparer un dommage grave ;
- La mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir un dommage grave ;
- Il existe un lien de causalité entre les importations des produits concernés et le dommage grave subi par la BPN ;
- La BPN procède effectivement à des ajustements pour l'amélioration de sa compétitivité.

93. A ce titre, le Ministère estime que les conditions de prorogation de la mesure de sauvegarde prévues par l'article 69 de la loi 15-09 et l'article 7.2 de l'Accord sur les Sauvegardes sont réunies et envisage, en

conséquence, de reconduire ladite mesure de sauvegarde pour une durée supplémentaire de 03 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2021.

94. La mesure de sauvegarde consiste en un droit additionnel ad valorem de 16 % applicable, au-delà d'un contingent fixe de 36000 tonnes de tôles d'acier laminées à froid et de tôles plaquées ou revêtues, conformément au calendrier suivant :

Années	Droit additionnel ad valorem
Du 1 <sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2019	16%
Du 1 <sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2020	15,5%
Du 1 <sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021	15%
A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2022	0%

95. Par ailleurs, et conformément aux prescriptions du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement membres de l'OMC, prévues à l'article 76 de la loi 15-09, le droit additionnel envisagé ne s'appliquera pas aux importations de tôles laminées à froid et tôles plaquées ou revêtues originaires des pays ou territoires douaniers en développement membres de l'OMC suivants<sup>12</sup> :

*Afrique du Sud, Albanie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Royaume de Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Burkina-Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Colombie, Congo, République de Corée, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, El Salvador, Equateur, Ex-République yougoslave de Macédoine (ERYM), Fidji, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hong Kong Chine, Îles Salomon, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Macao Chine, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mexique, République de Moldova, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire Lao, République dominicaine, République kirghize, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Taipei chinois, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Vanuatu, République Bolivarienne du Venezuela, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe.*

96. Cependant, il reste à préciser que le Royaume d'Arabie Saoudite, dont les exportations de tôles laminées à froid et tôles plaquées ou revêtues vers le Maroc n'étaient pas soumises à la mesure de sauvegarde, entreront désormais dans le champ d'application de la mesure de sauvegarde prorogée et ce en raison de leur franchissement du seuil de 3% des importations durant l'année 2017.

<sup>12</sup> Le seuil de 3%, pour les besoins de l'exclusion des pays en développement au titre de l'article 76 de la loi 15-09, a été calculé sur la base des données des importations les plus récentes, dont dispose le Ministère, à savoir les importations de 2017.